



Front Syndical de Classe

Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel :

frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »

H. Krasucki

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale

Le 14 novembre comme au Portugal, en Espagne, en Grèce... Grève générale !

Contre-feu à la grève générale

Le 3 octobre dernier, la CGTP lançait un appel à la grève générale au Portugal pour le 14 novembre. L'idée de transformer la grève portugaise en grève "ibérique" a tôt fait de faire son chemin en Espagne, et finalement les deux confédérations espagnoles (UGT et CCOO) décident également d'un appel conjoint à la grève générale le 14 novembre. Qui plus est, les grecs aussi sont dans les starting-blocks : ils avanceront d'ailleurs la grève générale aux 6 et 7 novembre, pour cause de convocation de leur Parlement aux fins d'adoption de nouvelles mesures d'austérité demandées par la Troïka.

Du coup le comité exécutif de la CES, réuni le 17 octobre dernier, a senti passer le vent du boulet avec l'internationalisation de la grève générale dans l'Europe du Sud qui est en marche, avec risques potentiels – pour eux-d'extension aux autres pays socialement dévastés (ou sur le point de l'être) par les plans de rigueur.

Nos Chèreux européens ont donc mis en place un contre-feu destiné à "contenir les risques" de l'onde de choc du 14 novembre ibériquo-grec : un 14 novembre version CES, version « Europe sociale » : en effet, la CES condamne bien les politiques d'austérité – dont les effets catastrophiques ne peuvent plus être niés – comme n'étant pas la solution à la crise, et "demande un contrat social pour l'Europe avec un vrai dialogue social, une politique économique favorisant des emplois de qualité,

une solidarité économique entre les pays, et la justice sociale" mais sans alerter sur le fait que précisément l'Union européenne est construite sur la mise en concurrence entre les travailleurs, et donc que l'Europe sociale n'est qu'un mirage inaccessible !

Manceuvres pour faire accepter l'austérité aux travailleurs

Tandis que le "dialogue social" entre "partenaires sociaux" est partout utilisé pour faire accepter aux salariés lesdites mesures d'austérité au nom de la compétitivité, du remboursement de la dette et de la résorption des déficits publics et donc leur faire payer la facture de la crise !

De leur côté, les 5 syndicats français qui appellent à l'action le 14 novembre indiquent : "[les mesures d'austérité] *mettent à mal le modèle social européen par ailleurs mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.* "

Mais c'est ne pas voir que par construction, par raison d'être l'Union européenne est bâtie sur la concurrence "libre et non faussée" et que le dumping social et la dérégulation, la mise à mort des services publics constituent la raison d'être de la Commission européenne. Comment expliquer autrement les tentatives réitérées d'imposer la directive Bolkenstein ou l'encouragement aux grands groupes à délocaliser à l'intérieur de l'espace européen en jouant sur les disparités de salaires comme

c'est le cas de PSA qui veut fermer à Aulnay alors qu'il n'y a pas longtemps il a investi dans une usine récente à **Trnava en Slovaquie !**

Les objectifs, les modalités et les perspectives du 14 novembre doivent donc être précisés et recadrés dans une autre perspective que celle d'une colère passagère de peur que les peuples se détournent du projet européen comme le précise la CES !

Les attaques contre les travailleurs découlent du choix en faveur des marchés financiers (la dette, les attaques contre les budgets publics) et en faveur du patronat (la compétitivité et les cadeaux fiscaux !) et de leur système.

TOUS ENSEMBLE donc le 14 novembre :

- **Contre** toute mise en cause des cotisations sociales dans le financement de la protection sociale et les nouveaux cadeaux au patronat (20 milliards) préconisés par le rapport Gallois et repris par Ayrault!
- **Contre** l'augmentation de la TVA et de la CSG
- **Contre** la diminution des pensions et des salaires
- **Contre** l'exigence du MEDEF qui revendique l'abaissement des droits concernant 18 millions de salariés actifs du privé et 11 millions de retraités dans la négociation qui va s'ouvrir sur les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC,
- **Contre** les délocalisations, les fermetures d'entreprises et de sites, contre les soit-disant plans sociaux en fait vrais plans de licenciements et pour le maintien des emplois.
- **Contre** la flexibilisation du marché du travail et la remise en cause des garanties nationales du Code du travail !

Ni consensus « compétitif », ni pacte budgétaire !

Sans aucune espèce d'illusion sur une conférence sociale bidon, engageons la lutte de tous les travailleurs et de tous les secteurs pour l'abrogation du pacte budgétaire proposé par le gouvernement socialiste et approuvé par le parlement (socialistes et droite), instrument de la régression économique et sociale et contre les mesures du plan Ayrault-Gallois réclamées depuis très longtemps par le MEDEF!

La CES ne peut plus cacher les effets catastrophiques de la construction européenne à l'heure où partout en Europe monte la lutte des peuples contre les plans d'austérité et pour la défense des conquêtes de l'après seconde guerre mondiale.

De puissantes mobilisations populaires, des travailleurs et de la jeunesse, des étudiants se développent : Grèce, Espagne, Portugal mais également en Belgique, en Angleterre et en Allemagne.

C'est ce chemin qu'il nous faut prendre en France en donnant une autre dimension et d'autres perspectives à ces luttes sans les laisser dévoyer vers le sauvetage forcené et suicidaire de l'euro et d'une construction politique tournée contre les peuples !

Et nous faisons résolument nôtre le positionnement de la CGT portugaise qui présente le 14 novembre comme une étape dans la lutte que les travailleurs engagent et *« appelle tous les syndicats et tous les travailleurs à se joindre à cette forme supérieure de la lutte, pour la convergence avec d'autres secteurs de la société, pour une alternative politique efficace, pour le développement économique et le progrès social, pour la sauvegarde des intérêts des travailleurs et du peuple portugais, pour un régime démocratique et l'affirmation nécessaire de la souveraineté nationale. »*

Depuis 30 ans les profits immédiats sont présentés comme les emplois de demain ! En réalité les profits n'ont cessé d'aller dans la poche des actionnaires.

Rien ne change avec le plan Ayrault-Gallois et rien ne remplacera la lutte « TOUS ENSEMBLE » !

Pour adhérer au Front syndical de Classe :
- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier :
Jacky Omer/FSC, 11 rue de Tivoli, 13005
Marseille
frontsyndical.classe@laposte.net